

VIH/sida – une menace grandissante pour l'Afrique rurale

La plupart des pays d'Afrique les plus affectés par le VIH/sida sont tributaires de l'agriculture et de l'exportation de produits agricoles commerciaux. L'épidémie du VIH ayant de plus en plus gagné les régions rurales ces dernières années, la sécurité alimentaire s'effrite et la pauvreté se répand en milieu rural. Une politique adaptée et une recherche agricole ciblée sont nécessaires si l'on veut atténuer l'impact négatif du VIH/sida sur la situation économique des pays et sur les ménages ruraux.

Gesa Kupfer
Gesa.Kupfer@gtz.de
Klaus Pilgram
Klaus.Pilgram@gtz.de
Deutsche Gesellschaft für Technische
Zusammenarbeit (GTZ) GmbH
Eschborn, Allemagne

En Afrique, la grande majorité de la population vit en milieu rural et une très grande partie d'entre elle tire sa subsistance de l'agriculture. Les petits paysans et les travailleurs agricoles saisonniers assurent l'approvisionnement de leurs familles en denrées alimentaires, servent le marché local et produisent pour l'exportation. En Afrique subsaharienne, le VIH/sida, depuis 1985, a coûté la vie à plus de 7 millions de personnes occupées dans l'agriculture. Un cinquième des travailleurs agricoles ne vivront probablement plus d'ici 2020.

On assiste à une prise de conscience accrue des conséquences fatales du VIH/sida pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. La production agricole ne peut plus compter dans les mêmes proportions sur la force de travail des membres de la famille atteints du sida. Les autres membres de la famille doivent consacrer du temps et des soins à leurs proches malades. Les surfaces cultivées se réduisent et, par suite de la diminution des membres de la famille capables de travailler et de la baisse de la production, les revenus fléchissent également.

Or, dans le même temps, les coûts supportés par les familles touchées pour payer les soins de santé augmentent, ce qui signifie que l'argent dont disposent les familles pour assurer leur sécurité alimentaire diminue encore. Une mauvaise alimentation affaiblit le système immunitaire et contribue ainsi à accélérer l'apparition des maladies causées par le sida. Sans une alimentation saine et suffisante, le traitement avec des médicaments susceptibles de prolonger la vie, ne peut pas être assuré de façon efficace.

Par suite du décès précoce d'hommes et de femmes, les connaissances agricoles traditionnelles disparaissent avant le changement de génération. Des conseillers et vulgarisateurs agricoles contractent la maladie et meurent eux aussi du VIH/sida, ce qui ne fait que creuser encore davantage cette lacune de connaissances.

Dans les pays fortement touchés, l'épidémie du VIH fait obstacle au développement économique dans l'agriculture; en effet, les exploitations retournent à la production de subsistance dès lors que des membres de la famille contractent le sida,



Photo: Wilke

ce qui leur fait perdre la main d'œuvre dont elles ont besoin. Les ménages appauvris par le VIH/sida sont privés d'une partie des moyens qui leur sont nécessaires pour affronter les influences externes néfastes telles que les fluctuations des prix du marché, les guerres et les catastrophes naturelles. La famine guette aujourd'hui près de 200 millions de personnes vivant en Afrique subsaharienne. Le niveau insuffisant de sécurité alimentaire et la faim les amènent à adopter des stratégies de survie qui augmentent le risque d'infection par le VIH. Ainsi, le flot des personnes en quête d'un travail qui émigrent vers les régions urbaines ne cesse de gonfler. Les femmes et les filles cherchent à gagner leur vie en se prostituant. En même temps, de plus en plus de personnes malades du sida fuient les villes et retournent à la campagne, ce qui accroît d'autant le fardeau financier des ménages ruraux et le temps qu'ils doivent consacrer aux soins de leurs proches.

Facteurs sociaux et culturels liés au VIH/sida

La structure sociale de la famille étendue est le cadre au sein duquel l'infection, la maladie et la mort sont généralement assumés. En raison d'une forte prévalence du VIH, de plus en plus de familles n'ont plus à leur tête qu'un seul adulte, les grands parents ou l'aîné des frères et sœurs. En plus des conditions de vie plus difficiles auxquelles ils doivent faire face, les ménages dirigés par des femmes et des grand-mères doivent souvent accueillir et soigner des orphelins de la famille proche.



Cette affiche à Addis-Abeba fait partie d'une campagne de lutte contre le sida en Ethiopie.

Étant donné que les prestations de la vulgarisation agricole ne s'adressent généralement pas aux femmes, celles-ci ne peuvent guère profiter des initiatives d'appui locales.

C'est aux femmes qu'il incombe en premier lieu de s'occuper des membres malades de la famille. En cas de décès du mari, les femmes doivent souvent supporter les frais des funérailles. Le droit traditionnel de nombreux pays d'Afrique dispose que les troupeaux, les champs et les matériels agricoles reviennent à la famille de l'époux disparu au moment de son décès. Il est important, pour renforcer le statut social et économique des veuves, de garantir aux femmes les mêmes droits de propriété qu'aux hommes et d'accélérer la mise en application des lois existantes qui vont dans ce sens.

En cas de maladie, les gens cherchent conseil à la fois auprès de la médecine officielle et de la médecine traditionnelle. Or, dans de nombreuses régions rurales d'Afrique, la couverture en soins de santé publique est insuffisante et, faute de disposer des moyens financiers nécessaires, de nombreux ménages ne peuvent pas consulter un service de santé. La médecine traditionnelle, en particulier en Afrique australe, connaît des maladies qui présentent les mêmes voies de transmission et les mêmes symptômes que le VIH/sida. Ces maladies sont souvent déclenchées par la transgression, souvent non intentionnelle, de normes sociales et sexuelles. La maladie appelée « Kafungo », que l'on contracterait en ayant des rapports sexuels avec une femme ayant fait une fausse couche et qui rendrait « sexuellement impur », en est un

exemple. Bien qu'elles soient incompatibles avec les représentations de la médecine moderne, des convictions aussi fermement ancrées peuvent contribuer à affermir des normes sociales et sexuelles qui réduisent le risque de transmission du VIH/sida en prônant la fidélité sexuelle et en encourageant l'aide sociale aux personnes atteintes.

De la même façon, certaines pratiques traditionnelles peuvent favoriser la propagation du VIH/sida. Dans certains pays d'Afrique, comme au Kenya par exemple, où la veuve doit, après le décès de son époux, faire acte de purification en ayant des relations sexuelles avec un parent masculin de celui-ci, le risque de transmission du VIH/sida est particulièrement élevé. Il importe de réformer des pratiques aussi risquées et d'identifier, dans le contexte traditionnel, des comportements susceptibles de se substituer à ces pratiques sans mettre en péril le statut de la veuve et les droits qu'il lui confère.

Hormis les règles et pratiques traditionnelles, ce sont les autorités religieuses qui influent tout particulièrement sur les normes et les systèmes de valeurs dans les sociétés rurales. Ainsi, l'attitude catégorique adoptée par l'Église catholique, qui interdit l'utilisation du condom, favorise le

Il faut renforcer le statut social et économique des veuves et garantir aux femmes les mêmes droits de propriété qu'aux hommes.

risque de transmission du VIH. Dans le même temps, les autorités religieuses disposent d'atouts dans la lutte contre le VIH/sida de sorte qu'il est nécessaire de les associer aux mesures. Les prêtres ou les imams notamment peuvent jouer un rôle déterminant dans la déstigmatisation et l'encadrement des malades du sida et influencer les normes sexuelles. Si en Ouganda, il a été possible d'associer des imams à la lutte contre le VIH/sida dès les années 90, dans les pays d'Afrique occidentale, les autorités musulmanes sont aujourd'hui, elles aussi, de plus en plus impliquées dans la lutte contre l'épidémie du VIH/sida et les moyens de l'endiguer.

Des objectifs ambitieux de lutte contre le VIH/sida à l'échelle internationale

Les chefs d'État et de gouvernement ont reconnu le danger que le VIH/sida fait peser sur le milieu rural. Dans les objectifs du Millénaire pour le développement, la communauté des États s'est engagée à réduire la pauvreté de moitié d'ici à 2015 et à freiner la propagation du VIH/sida.

L'initiative Vision 2020 défendue par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et par des bailleurs d'aide internationaux exige la sécurité alimentaire pour tous en Afrique d'ici à 2020. Telle qu'elle est définie ici, la sécurité alimentaire et nutritionnelle inclut non seulement l'accès à des quantités suffisantes d'aliments, mais aussi l'approvisionnement adéquat en eau potable et la couverture en services de santé de base, y compris la prévention du VIH/sida et la qualification des personnes appelées à prodiguer des soins à domicile aux malades. En considération des possibilités existantes, la déclaration finale de la Conférence panafricaine de l'initiative Vision 2020, qui s'est tenue en Ouganda en avril 2004, reste un peu plus prudente en affirmant : « À l'horizon 2020 au moins, personne ne devrait plus souffrir d'un déficit calorique en Afrique ».

Étant donné que le VIH/sida se propage rapidement dans les régions rurales dans lesquelles vit la majorité de la population pauvre, ces objectifs ne peuvent être atteints que si les stratégies de lutte contre le VIH/sida tiennent davantage compte du milieu rural. L'interaction de nombreux

facteurs est nécessaire à cet effet : l'accroissement de la productivité agricole, une croissance économique qui profite aux groupes cibles les plus pauvres (« pro-poor growth »), le relèvement des compétences des individus et des institutions, l'amélioration

de la couverture en soins de santé, la prise en compte des réalités sociales, culturelles et religieuses et une « bonne gouvernance ». Les dispositifs réglementaires et les accords commerciaux adoptés à l'échelle mondiale peuvent jouer un rôle de soutien à cet égard. Seule l'association des administrations locales, de la société civile, des personnes concernées elles-mêmes ainsi que des autorités religieuses et traditionnelles peut assurer une prise en compte adéquate des besoins locaux et de l'engagement local dans la lutte contre le VIH/sida.

Activités de la coopération allemande au développement

Un nombre croissant de pays donateurs exigent désormais des institutions gouvernementales des pays partenaires qu'elles satisfassent aux critères de « bonne gouvernance ». Les États membres de l'Union africaine et du NEPAD se sont eux-mêmes engagés à respecter ce principe. Cette exigence implique un processus de réforme institutionnelle dans le service public qui doit viser à améliorer l'offre de prestations et de services. Il est indispensable à cet effet d'engager de véritables modifications des comportements au niveau de l'administration, par exemple en abandonnant le principe du contrôle au profit de celui de la coopération ou encore en quittant l'habit d'administrateur pour endosser celui de manager.

Pour être porteuses, les stratégies engagées au niveau des gouvernements nationaux doivent nécessairement prévoir une harmonisation des différentes politiques sectorielles. Il s'agit là d'une tâche difficile, les changements de répartition des compétences au niveau ministériel étant toujours observés de façon extrêmement critique. Une coordination ciblée, par exemple par la mise en place d'un conseil VIH/sida doté de compétences de décision, est cependant impérativement nécessaire si l'on veut que le « mainstreaming » des mesures de lutte contre le VIH/sida soit pris au sérieux dans tous les secteurs.

Alors que le ministère de l'Éducation est chargé de conduire des campagnes d'information et de sensibilisation à la prévention du VIH/sida, le ministère de la Santé, quant à lui, a généralement pour mission de créer les conditions nécessaires à la réalisation de tests de dépistage, de consultations psychologiques et de soins médicaux et le ministère de l'Agriculture, qui représente le secteur de la production en milieu rural, celle de mettre en œuvre des mesures visant à atténuer l'impact néfaste de la pandémie.

Cette répartition des compétences trouve son expression dans une politique agricole

modifiée et rénovée, qui doit être adaptée à la situation créée par le VIH/sida dans les régions rurales. Dans son programme d'action 2015, le gouvernement fédéral allemand a institué le cadre nécessaire à cet effet en mettant en exergue l'importance que revêt la lutte contre la pauvreté pour toute forme de développement dans les pays partenaires. En raison du nombre proportionnellement très élevé de pauvres qui y vivent, le milieu rural joue un rôle particulier à cet égard.

Si la croissance économique était autrefois au centre des préoccupations de la politique agricole ou des stratégies de développement rural, ce sont aujourd'hui les interactions propres aux différents pays qui existent entre la réduction de la pauvreté, la croissance économique et l'environnement qui occupent le devant de la scène. La pauvreté est de plus en plus considérée comme étant un phénomène à dimensions multiples résultant d'un manque de compétences essentielles que les conséquences de l'épidémie du VIH/sida ne font qu'aggraver. C'est pourquoi la politique agricole doit, dans tous les cas, être adaptée à la situation créée par le VIH/sida dans les régions rurales.

L'intervention des services de vulgarisation agricole est indispensable à la mise en œuvre de cette politique. Or, sans recommandations de vulgarisation fondées, qu'une recherche agricole « de routine » n'est cependant guère en mesure de livrer, tout service de vulgarisation se trouve confronté à une tâche perdue d'avance. Il s'agit en effet de mieux comprendre les interactions dynamiques qui se créent entre le VIH/sida et les autres déterminants de la sécurité alimentaire. Il est donc urgent de consentir des investissements préalables supplémentaires à ces recherches.

Et il y a de l'espoir, car la recherche agricole, tant nationale qu'internationale, a évolué et, en maints endroits, ne fait déjà plus abstraction du VIH/sida. Les cultures et techniques à plus faible intensité de travail de même que les conditions d'une vulgarisation efficace de ces dernières, par exemple, font dès à présent l'objet d'investigations, souvent dans le cadre de la

Le « mainstreaming »

Le « mainstreaming » de la lutte contre le VIH/sida dans la coopération au développement désigne le processus qui met les acteurs du développement en mesure de surmonter et d'atténuer de façon efficace et durable les causes et les conséquences du VIH/sida dans leur travail en adaptant et en améliorant leurs activités et leurs lieux de travail en fonction des contraintes imposées par la pandémie.

recherche-action. Certaines recherches explorent les possibilités de faire en sorte que les personnes atteintes du VIH/sida bénéficient d'une meilleure alimentation dans les conditions locales ou tentent d'apporter des éléments de réponse à d'autres questions, dont les suivantes : Comment l'aide d'urgence et l'aide alimentaire peuvent-elles être mises en œuvre rapidement et directement tout en répondant aux besoins des ménages ruraux comptant parmi eux des personnes séropositives ? Comment peut-on assurer que les connaissances nécessaires pour survivre sont transmises de génération en génération et continuent de l'être malgré les vides laissés par le sida ? Faut-il à cet effet, créer de nouvelles formes d'échanges sociaux dans les régions rurales et comment peut-on soutenir l'émergence de celles-ci ?

Personne ne pourra néanmoins effectuer un travail de vulgarisation efficace sans être lui-même protégé contre les répercussions d'une infection au VIH. Les programmes de lutte contre le VIH/sida sur le lieu de travail font, de ce fait, naturellement partie du mandat de toute institution offrant des prestations de service en milieu rural.

Toute politique agricole qui stimule les investissements dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural contribue à assurer un niveau d'emploi élevé dans les secteurs en amont et en aval de la production agricole, telles que la transformation et la commercialisation. Une telle politique permettrait de préserver les espaces de vie ruraux. L'exode des ruraux vers les grandes villes pourra être freiné avec d'autant plus d'efficacité que les zones rurales deviendront plus attrayantes. La stabilité économique et sociale des familles sera préservée et le risque d'infection par le VIH diminuera en conséquence. Le gouvernement fédéral allemand soutient actuellement 20 domaines d'action prioritaires en milieu rural. Dans tous ces programmes, le « mainstreaming » des mesures de lutte contre le VIH/sida est à l'ordre du jour. Le soutien apporté par des ministères, par le secteur privé et par la société civile dans la lutte contre le VIH/sida donne des impulsions susceptibles de minimiser les répercussions néfastes du VIH/sida sur les régions rurales de l'Afrique et de permettre aux sociétés de développer des voies et moyens d'endiguer la maladie qui soient adaptés à leur contexte social, culturel et religieux. La mise en place d'un processus de « mainstreaming » des mesures de lutte contre le VIH/sida vise à promouvoir un processus d'apprentissage institutionnel et à améliorer les compétences opérationnelles de toutes les parties prenantes afin de faire ainsi face au danger croissant pesant sur les régions rurales de l'Afrique.